

CONVERGENCE NATIONALE DES COLLECTIFS de DÉFENSE et de DÉVELOPPEMENT des SERVICES PUBLICS

*NOUS, Collectifs, Organisations syndicales, associatives, politiques, Élu(e)s et Collectivités
avec la CONVERGENCE NATIONALE
des COLLECTIFS de Défense et de Développement des Services Publics,
nous appelons toutes celles et ceux qui vivent dans notre Pays à faire du*

SAMEDI 10 JUIN 2006,

UNE GRANDE JOURNÉE NATIONALE POUR LES SERVICES PUBLICS.

Sur TOUT LE TERRITOIRE

*et dans des formes diverses décidées par les Collectifs eux-mêmes
(Défilés, forums, rassemblements...),*

l'exigence de

**« SERVICES PUBLICS DE QUALITÉ, PARTOUT, POUR TOUTES ET TOUS ! »
doit se manifester massivement.**

NOUS VOULONS

- ▶ les **RECONQUÉRIR** – parce que depuis des années, ils sont victimes de gouvernements qui, au nom de la rentabilité, les ont sciemment détériorés, privés de moyens, livrés aux intérêts privés.
- ▶ les **DÉVELOPPER** et les **METTRE EN** – parce que pendant des années leur rôle et leurs missions ont été sciemment réduits et que des besoins nouveaux sont apparus !
- ▶ les **DEMOCRATISER** – parce que la participation des Usager(e)s, des Élu(e)s, des Salarié(e)s et des Organisations syndicales, des Associations, à la définition collective de leurs objectifs et au contrôle de leur fonctionnement est une nécessité absolue pour leur efficacité et pour une réelle prise en compte des besoins des populations. Ainsi ils pourront être pleinement au service de l'Intérêt Général et non à celui d'intérêts privés et de logiques technocratiques.

◆ **NOUS FERONS DU 10 JUIN UNE GRANDE JOURNÉE DE CONVERGENCE DE TOUTES LES FORCES QUI SONT EN LUTTE**, que ce soit à propos de la Poste, de l'Hôpital et la Santé, de l'Éducation, des Transports, de l'Énergie, de l'Équipement...

- **pour RÉSISTER** aux politiques organisant la régression et le démantèlement des Services Publics

- **pour EXIGER** qu'ils soient mis en capacité de garantir, sur l'ensemble du territoire, **l'accès libre et égal de toutes et tous aux DROITS FONDAMENTAUX** et qu'ils puissent, à tous les niveaux et aussi bien en milieu rural que dans les grandes villes et leurs banlieues, **jouer un rôle déterminant** dans l'activité économique, l'aménagement équilibré du Territoire, le respect de l'environnement et la satisfaction des besoins sociaux essentiels.

Pour cela, IL FAUT RECONQUÉRIR ET DÉVELOPPER une propriété publique importante, en situation de non concurrence, à partir des Services de réseaux déjà privatisés ou en voie de l'être, auxquels viendront s'ajouter de nouveaux Services Publics, décidés et installés démocratiquement.

La qualité de nos vies et celle de l'avenir de nos enfants en dépendent !

◆ **NOUS NE SOMMES PAS SEULS !**

En Allemagne, en Grèce, en Norvège, au Royaume-Uni, d'importantes luttes convergent avec les nôtres.

Les peuples opposent une résistance de plus en plus résolue aux politiques libérales qui, en Europe comme sur tous les Continents, veulent réduire à l'état de marchandises l'ensemble des activités humaines, les soumettre à une concurrence généralisée pour satisfaire des intérêts privés au détriment de l'intérêt général et de la solidarité.

Ces politiques, par la recherche permanente d'une rentabilité financière maximale, engendrent la croissance des inégalités et pour le plus grand nombre, la précarité, l'insécurité sociale et les discriminations.

Ce sont elles que **par deux fois en moins d'un an**, avec le référendum sur le Traité Constitutionnel Européen et les mobilisations historiques pour le retrait du CPE, une majorité de françaises et de français ont clairement rejetées, mettant en difficulté le Gouvernement et montrant leur forte aspiration à d'autres choix de société.

◆ **IL FAUT POURSUIVRE CE MOUVEMENT, RENFORCER LES CONVERGENCES ET LES DYNAMIQUES UNITAIRES POUR EXIGER**

- que soient mises en œuvre, dans l'ensemble des grands secteurs de la vie économique et sociale du pays – agriculture, industrie, services –, **des politiques publiques ambitieuses fondées sur les priorités que sont l'Éducation et la Formation, l'Emploi et la sécurité professionnelle, l'accès aux Droits Fondamentaux, l'Aménagement équilibré du Territoire,**

- qu'il soit mis fin **AU DÉSENGAGEMENT DE L'ÉTAT** et à l'abandon de pans entiers d'activités des Services Publics ! **C'est au contraire de politiques publiques solidaires dont les Territoires ont besoin !**

La RECONQUÊTE et l'EXTENSION des Services Publics, le développement INSÉPARABLE des Biens Communs, des Droits sociaux et de la Démocratie, la prise en compte des impératifs écologiques et la juste répartition des richesses produites en sont les conditions nécessaires.

NOUS REJETONS

- ▶ **Le processus de libéralisation du Secteur de l'Énergie et les politiques de mise en concurrence de ses Entreprises Publiques qui permettent au Privé d'en prendre le contrôle.** Le projet de fusion entre GDF et le groupe SUEZ s'inscrit dans ce processus qui livre cette entreprise nationale au Privé et les usagers commencent déjà à en payer la facture.
- ▶ Ces mêmes politiques de mise en concurrence et de privatisation, **qu'elles soient en cours ou déjà réalisées**, dans les Transports (SNCF, SNCFM, RTM...), La Poste, les Télécommunications, l'Eau (captation, gestion de la ressource, distribution, assainissement) et plus généralement, tous les secteurs relevant des Droits Fondamentaux...
NOUS EXIGEONS que ces Services fassent l'objet d'une réappropriation publique, en situation non-concurrentielle, garantie par la Loi.

NOUS CONTINUONS A EXIGER DU GOUVERNEMENT

- ▶ **qu'il retire toutes les mesures réduisant les moyens humains et matériels dont disposent les Services Publics pour garantir l'exercice des Droits et assurer efficacement leurs missions.**
– NOTAMMENT **pour l'ensemble du Service public et laïc de l'Éducation Nationale**, menacé par de nombreuses mesures visant à restreindre l'accès au savoir et à la formation - dont entre autres, l'apprentissage à 14 ans, la remise en question du Collège unique, l'entrée sélective dans les Facultés et toutes les tentatives de mise en concurrence des Établissements - **ainsi que pour le Secteur Public de la Santé**, qui connaît une situation de crise intolérable, particulièrement dans le domaine hospitalier –

NOUS REVENDIQUONS

- ▶ la création de **SERVICES PUBLICS NOUVEAUX** dans les domaines du Logement social, des Services à la petite enfance, aux personnes âgées, dépendantes, handicapées, de la Génétique et du Médicament (recherche – production – contrôle – diffusion), du Crédit.

NOUS REFUSONS

- ▶ **concernant les Collectivités Territoriales**, quel que soit leur niveau, les transferts de charges sans compensations correspondantes, qui leur sont imposés par la dite « décentralisation » Raffarin, et, plus profondément, la véritable asphyxie financière à laquelle elles sont soumises par toute une série de mesures gouvernementales. **Cette décharge systématique de responsabilités met en péril la capacité de ces Collectivités à remplir leurs missions de Service Public au bénéfice de la population.**

◆ **Le Collectif Unitaire responsable du Forum Social Européen a également proposé de faire du 10 juin une journée européenne de mobilisation contre la signature par le Conseil Européen (instance réunissant les chefs d'État et de Gouvernement des pays de la Communauté) de la directive dite BOLKESTEIN dont la dernière version vient d'être votée par le Parlement européen en février 2006. Cette directive est aussi une arme contre les Services Publics. C'est pourquoi nous l'avons fermement combattue dès le début de notre mouvement.**

◆ **Le 10 juin sera l'occasion de relier la mobilisation massive en faveur de la défense et du développement des Services Publics à celle pour le rejet de toute directive favorisant le dumping social, la précarité, les discriminations, le recul des droits et s'inscrivant dans la libéralisation et la marchandisation des services telles que les préconise l'OMC avec l'Accord Général sur le Commerce des Services (AGCS) qui devrait se conclure fin 2006.**

**Comme à GUÉRET le 5 mars 2005, à PARIS le 19 novembre 2005 et toujours plus nombreux
le 10 JUIN 2006,**

***par dizaines de milliers réaffirmons toutes et tous ensemble,
avec des délégations européennes partout où cela sera possible,
notre volonté d'amplifier l'action
pour que soit RECONNU et MIS EN OEUVRE,
par les mesures politiques et législatives nécessaires,
le RÔLE INDISPENSABLE des SERVICES PUBLICS
dans une société SOLIDAIRE se réclamant des valeurs républicaines
de LAÏCITÉ, de LIBERTÉ, d'ÉGALITÉ, de FRATERNITÉ.***

CGT UGFF, CGT Cheminot, CGT FNME, UD CGT Paris, FSU, Solidaires, Confédération paysanne, SNCA e.i.l, Union syndicale de la psychiatrie, Les Alternatifs, LCR, Les Verts, MRC, PCF, PS, MARS, MRC, PRS, Gauche républicaine, Attac, Copernic, UNRPA, ANECR, Collectif du 29 mai, Résistance sociale, Collectif Handicap Paris centre, les périphériques vous parlent, Le cactus/la gauche, Résistance 7e art, Ruptures, La Convention internationale des collectivités locales pour les services Publics, Collectivité hors agcs convention de Liège, UFAL, EGSAM, coordination nationale des hôpitaux et maternités de proximité, Raisons d'agir...